

# Manitoba Connexion REN

(rurale, éloignée, du Nord)

Hiver 2007

## Participez aux semences de la prochaine politique agricole

Le proverbe « on récolte ce que l'on sème » nous rappelle à quel point les grandes décisions que nous prenons aujourd'hui auront des conséquences dans l'avenir. Ayant ce proverbe à l'esprit, les représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont déterminés à déployer des efforts concertés pour élaborer la prochaine politique agricole et agroalimentaire.

Et ils aimeraient bien connaître votre avis! Intervenant de l'industrie ou citoyen canadien, les dirigeants politiques cherchent à connaître votre point de vue sur l'avenir du territoire agricole manitobain.

Le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) est un accord fédéral-provincial-territorial de cinq ans sur l'agriculture, qui a permis de définir une approche nationale pour le secteur de l'agriculture. Son objectif premier? Positionner le Canada comme chef de file mondial de la salubrité et de la qualité des aliments, de l'innovation et de la production agricole respectueuse de l'environnement.

À l'heure actuelle, le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire fait face à une série de nouveaux enjeux et de nouvelles possibilités. Comme la majorité des accords du CSA prennent fin au printemps 2008, des discussions sont en cours pour établir une nouvelle politique agricole et agroalimentaire. Le nouveau cadre vise à bâtir des fondations solides qui profiteront aux générations à venir.

Pour s'assurer de tenir compte des nombreuses facettes de l'industrie agricole à toutes les étapes de l'élaboration de la politique, le processus prévoit trois rondes de consultation. Le processus de consultations nationales en plusieurs étapes a débuté en décembre 2006 et se poursuivra en 2007, de sorte que le nouveau cadre stratégique soit mis en oeuvre au début 2008.

**La première ronde** a consisté en une série de séances de travail auxquelles ont participé des experts de l'industrie agricole. En qualité de spécialistes, ces intervenants ont été conviés à prendre part à des discussions approfondies et à l'analyse des options stratégiques proposées. Ils ont également travaillé à cerner les problèmes susceptibles de surgir pendant les consultations publiques et ont aidé à formuler des questions à utiliser lors de la deuxième ronde.

(voir "La deuxième et la troisième ronde" à la page 4)

## Service Canada met ses services à portée de la main des Canadiens

Service Canada se rend dans votre collectivité pour y offrir des services mobiles et externes.



Des services pour vous, au coeur de la ruralité.

Service Canada regroupe en un même endroit des services de plusieurs ministères fédéraux pour créer un réseau de prestation de services intégré. Ce réseau est aujourd'hui constitué de plus de 320 Centres Service Canada et de 96 points de service mobiles et externes installés dans des collectivités d'un bout à l'autre du Canada. Ces services touchent tous les aspects de la vie des Canadiens, allant de prestations parentales et de retraite en passant par les passeports et les numéros d'assurance sociale. Service Canada offre aux Canadiens le choix du moyen qu'ils préfèrent utiliser pour obtenir des renseignements sur les programmes et les services fédéraux : en personne, par téléphone, au **1 800 O-Canada** (1-800-622-6232), ou par Internet à [servicecanada.gc.ca](http://servicecanada.gc.ca).

« Les services mobiles et externes sont l'un des principaux moyens que nous utilisons pour améliorer notre façon d'informer les Canadiens », a déclaré George Skinner, cadre supérieur régional de la région du Manitoba de Service Canada. « Des représentants bien informés de Service Canada se rendent dans les petites collectivités et les collectivités éloignées et rurales pour répondre aux besoins spéciaux des particuliers, des employeurs et des organismes. Cela nous permet d'offrir aux citoyens une aide plus personnalisée. » a-t-il ajouté.

(voir "Service Canada" à la page 4)



**KidsFest** est un organisme sans but lucratif consacré à fournir du matériel aux enfants des écoles élémentaires qui vivent sous le seuil de la pauvreté, pour qu'ils puissent s'instruire et contribuer à la vie de leur collectivité au Canada. Nous leur offrons le matériel pédagogique qu'il faut pour briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle et réussir dans la vie. KidsFest forme des partenariats durables avec les entreprises, les écoles et les groupes communautaires afin de créer un « chemin de l'espoir » où ils trouveront des programmes complets centrés sur l'amélioration de la réussite scolaire, de la santé et de l'interaction sociale.

**Pour en savoir davantage** sur KidsFest et sur nos programmes, visitez notre site Web, [www.kidsfestcanada.com](http://www.kidsfestcanada.com) ou composez le numéro sans frais **1 888 320-8844**.

### dans ce numéro

Passeport obligatoire.....**2**

Le programme de la dynamique de la vie.....**3**

Base de données sur les collectivités.....**4**

Bulletin d'analyse sur les régions rurales et petites villes.....**4**



# Passeport obligatoire

À compter du **23 janvier 2007**, tous les voyageurs qui se rendront aux États-Unis par AVION et qui en reviendront par ce même moyen de transport devront présenter un passeport valide. (Pour l'instant, cette exigence ne s'applique pas à ceux qui voyagent par voie terrestre ou maritime).

Pour avoir plus de renseignements, visitez [www.passportcanada.gc.ca](http://www.passportcanada.gc.ca) ou composez le **1 800 567-6868**.



## Où puis-je présenter ma demande de passeport?

### En personne :

- |  |  |
|--|--|
| • Centre Service Canada<br>Suite 100, 1039, ave Princess<br>Brandon, MB                                  | • Centre Service Canada<br>111, rue Main<br>Flin Flon, MB                                    |
| • Centre Service Canada<br>Suite 118<br>Centre commercial North Centre<br>3 Station Road<br>Thompson, MB | • Passeport Canada<br>Suite 400, 433, rue Main<br>Winnipeg, MB<br>(Lun. - ven. : 8 h à 16 h) |

### Par la poste :

Passeport Canada  
Affaires étrangères Canada  
Gatineau, QC K1A 0G3

### Par messenger :

Passeport Canada  
70, rue Crémazie  
Gatineau, QC J8Y 3P2

## Quels sont les frais?

Les frais relatifs à un passeport de 24 pages sont, en dollars canadiens :

- 87 \$ pour un adulte (16 ans et plus)
- 37 \$ pour un enfant ayant entre 3 et 15 ans
- 22 \$ pour un enfant de moins de trois ans.

## Quel délai faut-il prévoir, sans compter le délai postal?

- Par la poste ou par messenger : 20 jours ouvrables
- En personne au bureau de Passeport Canada : 10 jours ouvrables
- En personne au point de service de Postes Canada : 15 jours ouvrables (prévoir des frais supplémentaires de 15 \$)
- En personne au point de service de Service Canada : 20 jours ouvrables

Remarque : Pour éviter les retards, consultez la fiche de renseignements.

Avec le réseau de vidéoconférence novateur mis en place par Community Futures Partners of Manitoba, les Manitobains des collectivités rurales, éloignées et du Nord pourront plus aisément prendre des cours sur les affaires. Les nouvelles unités de vidéoconférence permettent aux sites hôtes de diffuser des séminaires à partir de Winnipeg. En outre, elles permettent une communication en temps réel entre les participants des milieux ruraux et les conférenciers de séminaire qui sont experts dans plusieurs domaines.

Le centre principal du réseau est logé dans les locaux du Centre de services aux entreprises Canada-Manitoba (CSEC/M) à Winnipeg. On est à équiper d'autres sites qui sont logés dans les locaux du Centre d'entreprise des femmes et du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM). Les trois organismes sont partenaires de Développement des collectivités du Réseau de services aux entreprises de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO).

Le CSEC/M offre 137 séminaires à ses bureaux de Winnipeg et, à l'occasion, hors de la ville; il devrait y avoir 60 séminaires de plus l'an prochain. Le Centre opère 32 sites satellites, dont 24 sont administrés par des services de développement des collectivités de toute la province. Ces sites sont équipés d'un centre de documentation et d'un ordinateur avec accès Internet au CSEC/M et à d'autres ressources sur le Web.

C'est DEO qui fournit l'aide financière pour le projet. Pour obtenir la liste des sites de vidéoconférence, il suffit de communiquer avec le bureau local du service de développement des collectivités, d'appeler le numéro sans frais **1-800-665-2019** ou de consulter le site de Community Futures Partners of Manitoba [www.cfpmb.mb.ca](http://www.cfpmb.mb.ca) et de cliquer sur l'onglet de la rubrique What's New.

## L'éducation pour un avenir viable

par Lee Gregg

« La formation à l'environnement permet l'acquisition de compétences et de valeurs qui incitent au respect de l'environnement », dit Jean Dizengremel, propriétaire de l'entreprise Notre Dame Used Oil & Filter Depot à Notre-Dame-de-Lourdes au Manitoba.

Le dépôt est l'un des 53 écocentres de la province qui s'attachent à amener les Manitobains à recycler les produits pétroliers usés. « Bon nombre de personnes ne savent pas qu'elles sont tenues par la loi de recycler, ni qu'elles peuvent se prévaloir d'un service comme celui que j'offre, explique M. Dizengremel. Il faut éliminer correctement les produits du genre pour que ceux-ci soient recyclés en produits utiles au lieu d'être relâchés dans l'environnement. Éduquer les gens constitue une part importante de mon travail. »

M. Dizengremel a quitté la France pour immigrer au Canada en 1995. Il dirigeait alors l'exploitation Jean Farms Ltd. à Notre-Dame-de-Lourdes. En mai 2005, il a acheté l'écocentre/parc à ferraille local: l'entreprise a alors changé le cap pour ne collecter que les produits pétroliers usés.

« La réalité est que tout le monde reconnaît l'urgence de se doter d'un écosystème durable, affirme M. Dizengremel. Certains pays, par exemple ceux de l'Europe du Nord, sont plus avancés que le Canada, mais les pratiques respectueuses de l'environnement intéressent tous, particulièrement au Manitoba où le bassin hydrographique est énorme. »



M. Dizengremel a travaillé avec le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), qui fait partie du Réseau de services aux entreprises (RSE) de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, afin de peaufiner ses plans d'entreprise et financier. « Le CDEM m'a aidé pour être certain que je prenais une décision d'affaire éclairée, conclut M. Dizengremel.

Une décision d'affaire éclairée a rendu plus aisée pour un grand nombre de personnes la prise de décisions respectueuses de l'environnement. Pour de l'information sur les services offerts par Notre Dame Used Oil & Filter Depot, appelez le **204-248-2110**.

## Nouvelle fenêtre sur les affaires pour les entrepreneurs ruraux



En tant qu'association chapeautant 16 organisations de développement des collectivités du Manitoba, CFM connaît bien les obstacles auxquels sont confrontés les entrepreneurs désirant prendre part aux séminaires et aux ateliers, qui se donnent le plus souvent à Winnipeg.

Soucieuse de répondre à des exigences de commodité et d'éliminer les contraintes liées à la distance, à l'accessibilité et aux coûts de déplacement, CFM a dirigé le projet qui comporte l'équipement de 12 sites de vidéoconférence dans les régions rurales et du Nord de la province et trois sites à Winnipeg. Les unités de vidéoconférence sont dans les bureaux de CFM ou dans les bureaux de partenaires, dans tous les centres régionaux de la province.

## S'engager vis-à-vis des besoins changeants des femmes des régions rurales, éloignées et du Nord du Manitoba

article du Centre d'entreprise des femmes du Manitoba

Le 19 octobre 2006, plus de 50 femmes de partout au Manitoba se sont réunies au Juniper Centre à Thompson pour un symposium d'une journée sur les besoins sans cesse changeants des femmes des collectivités rurales, éloignées et du Nord de la province.

Le Centre d'entreprise des femmes du Manitoba était fier de jouer un rôle de premier plan dans l'organisation de l'événement. Le symposium comportait des groupes de discussion facilités sur les questions des services de garde, de la famille, de la sécurité et de l'hygiène publiques, de l'emploi, du revenu et de l'entrepreneuriat, de l'éducation et de la formation. L'allocution du dîner, Capacité décisionnelle dans les régions rurales et du Nord, a été donnée par Crystal Laborero, présidente du Conseil consultatif des femmes du Manitoba.

Selon Mary Jane Loustel, présidente-directrice générale du Conseil d'entreprise des femmes et coprésidente du Comité permanent des questions féminines du Manitoba de l'Équipe rurale, *pour que soient fructueuses les discussions sur les difficultés diverses auxquelles se trouvent confrontées les femmes du Manitoba, celles-ci doivent être assises à la table pour pouvoir participer aux discussions et faire part de leurs vues et préoccupations* ».

Un tel symposium a pu avoir lieu grâce au travail du Comité permanent sur les questions concernant les femmes (CPQF) de l'Équipe rurale qui a été formé en 2004. Ce comité a pour mandat de trouver les occasions et les mécanismes qui permettront aux membres l'Équipe rurale du Manitoba de travailler ensemble à sensibiliser davantage les groupes concernés aux questions liées au mieux-être social et économique des femmes manitobaines des collectivités rurales, éloignées et du Nord.

Parmi les premières réalisations de l'Équipe, mentionnons une initiative de recherche qui lui a permis de collecter de l'information relativement aux besoins des femmes vivant dans les régions rurales et du Nord. L'initiative a donné lieu à un rapport, diffusé en 2005, intitulé **Les besoins changeants des femmes des milieux ruraux et nordiques**. Les auteurs sont Betty Kelly et Osayanom Idehen, étudiantes à la maîtrise en développement rural à l'Université de Brandon.

Le CPQF a compris que son initiative de recherche ne pouvait prendre fin avec le rapport. Il a donc organisé le symposium de Thompson afin de faciliter les échanges sur les constatations de la recherche et de permettre à des femmes ayant les préoccupations les plus diverses de partager leurs connaissances et leur expérience. Les trois objectifs du symposium étaient : informer les participants du contenu du rapport, permettre des discussions facilitées sur les questions soulevées dans le rapport, inciter les collectivités à s'engager à voir ce qui pourrait être fait pour aplanir les difficultés.

La journée a été riche en échanges et en suggestions grâce aux réflexions perspicaces et honnêtes de femmes de la région de Thompson. Ces participantes ont rongé sur les heures habituellement consacrées au travail et à la famille pour passer une journée complète à tenter de trouver pour leur collectivité des moyens de s'attaquer aux questions économiques les plus pressantes. Tant les organisateurs que les participants ont reconnu qu'ils auraient pu passer plusieurs autres heures à explorer les questions à l'étude. Un rapport sommaire du symposium a été diffusé par le Secrétariat rural ([www.rural.gc.ca/dialogue/reports\\_e.phtml](http://www.rural.gc.ca/dialogue/reports_e.phtml)). Bon nombre des personnes qui ont pris part à la rencontre travaillent maintenant d'arrache-pied avec leur collectivité à donner suite aux suggestions formulées à Thompson.

Deux autres sessions sont prévues pour cette année : une à le Pas le 25 janvier et l'autre à Dauphin le 7 mars. Consultez le site Web du Centre d'entreprise des femmes du Manitoba ([www.wecm.ca](http://www.wecm.ca)) pour vous inscrire ou appelez le numéro sans frais

1 800 203-2343 pour plus d'information.



### Le guide des programmes et des services rural

Pour obtenir une copie, visiter le site :

[www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca)

Tél (sans frais) : **1 888 781-2222**

## Le programme de la dynamique de la vie amène les anciens participants et les collectivités à prendre le contrôle

par Stephanie Clifford

Le nom autochtone « Skownan » signifie « tournant ». Pour les personnes qui viennent de terminer leur participation au programme de la dynamique de la vie, l'impression de se trouver à un tournant n'a jamais été aussi forte.

Il s'agit d'un groupe de 15 personnes ayant fait un parcours de la découverte de soi qui s'est étalé de la fin du mois de septembre au 15 novembre 2006.

« C'est une aventure d'enrichissement personnel, dit Ken Catcheway, coordonnateur du programme d'éducation des adultes relatif à la réalisation de visions. Le cours sur la dynamique de la vie ne dure que quelques semaines, mais la prise de conscience qu'il engendre constitue une étape majeure pour la personne. »



M. Catcheway dit que le cours est expérientiel, que les participants apprennent à décrire leurs sentiments et émotions et à en parler, à se fixer des objectifs et à participer au mieux aux exercices de renforcement d'esprit d'équipe.

« Bon nombre des participants n'avaient jamais fait partie d'un groupe, commente-il. »

La cohorte comptait des personnes de tous azimuts, âgées de 17 à 55 ans. En dépit de leurs différences, les participants ont appris beaucoup des erreurs et des réalisations des autres.

« Ils ont pu partager leurs histoires avec le groupe : c'est un exercice important du cours sur la dynamique de la vie, précise M. Catcheway.

À ce jour, près du tiers des membres de bandes de la Première nation Skownan ont suivi le cours de huit semaines. Comme M. Catcheway l'explique, il s'agit d'un cours préalable à l'éducation aux adultes pour ces bandes. En outre, les participants se voient décernés des unités pour le diplôme de 12<sup>e</sup> année par le système d'éducation du Manitoba, lesquelles unités sont reconnues partout au pays. Une première dans la province : la collaboration d'une agence de service social et d'un établissement d'enseignement permet d'offrir un cours à unités au Manitoba.

Selon M. Catcheway, il s'agit là d'une initiative d'importance pour le développement des collectivités autochtones.

Les résultats? Il y a eu hausse du taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires, renforcement du sentiment d'appartenance à la collectivité autochtone, et amélioration en ce qui touche le travail d'équipe, la capacité de communiquer, l'éducation des enfants, l'aptitude au travail et les compétences en matière de résolution de problème. La pierre angulaire de cette réussite est la composante culturelle du cours qui permet l'éloge de la culture autochtone et le renforcement du sentiment d'appartenance à la collectivité.

« Il y a deux personnes que j'aime citer en exemple », dit Catcheway, en parlant d'anciens participants, tous les deux âgés d'environ 45 ans, qui ont réussi le cours et qui ont poursuivi et complété leur études secondaires.

« Les deux personnes ont été embauchées par un établissement d'enseignement local, où elles ont continué d'étudier pour obtenir un diplôme d'éducateur auxiliaire. Elles se sont ensuite engagées auprès de la collectivité en faisant partie de comités comme le comité de la protection de l'enfance », poursuit Catcheway en soulignant que l'expertise de ces personnes a été conservée dans la collectivité même.



Les collectivités autochtones jouent un rôle important pour ce qui est du renforcement du Canada rural. Cependant, au début de l'année 1999, des parents des bandes de la Première nation Skownan se trouvaient confrontés à des problèmes sérieux. Parmi les plus grandes difficultés, mentionnons la transition que devaient vivre les enfants qui passaient d'une école de réserve à une école hors réserve, le manque de connaissance de la culture autochtone et les programmes scolaires non appropriés dans les établissements d'enseignement hors réserve, et les taux élevés de décrochage et de chômage chez la jeunesse autochtone.

Le groupe de travail sur la réalisation des visions de Skownan, formé en avril 2000, travaille en collaboration avec les Services à l'enfant et à la famille de la région de l'Ouest. Il s'est attaché à réunir les membres de la collectivité dans un effort visant à fournir des services locaux d'éducation et de formation qui sont axés sur des exigences culturelles propres et qui permettent d'affronter les difficultés d'ordre social et économique.

Des discussions subséquentes ont abouti à la mise en place du modèle Skownan dans cinq autres communautés de Premières nations.

# Base de données sur les collectivités

Développée par le Secrétariat rural, la base de données sur les collectivités (BDC), disponible sur le Web, fournit aux collectivités et aux gouvernements des renseignements cohérents, fiables et accessibles sur les facteurs économiques et démographiques touchant les collectivités.

Les données viennent compléter celles que les provinces et territoires fournissent et elles sont présentées sous diverses formes : graphiques, tableaux, cartes géographiques. Ces dernières permettent en outre l'analyse à divers niveaux.

Les données proviennent principalement du recensement de Statistique Canada. Elles sont présentées à l'échelle nationale, à l'échelon des provinces et territoires, par secteur du recensement, région économique et subdivision de recensement (ou collectivité).

Les groupes communautaires, les organismes communautaires sans but lucratif ou privés, les responsables des politiques gouvernementales, les entreprises, les

Les renseignements qu'elle contient portent notamment sur :

- la population
- l'âge
- le revenu individuel et familial moyen
- le taux d'emploi
- l'éducation
- l'emploi par secteur
- la langue
- les ressources
- la diversification économique

Pour consulter la base de données, visitez le site [www.cid-bdc.ca](http://www.cid-bdc.ca).

Pour en savoir davantage ou pour organiser une séance d'apprentissage sur la base de données, composez le numéro sans frais suivant : 1 888 781-2222.

Le Secrétariat rural est une entité qui favorise le rapprochement entre le gouvernement du Canada et les Canadiens des régions rurales et éloignées pour assurer la vitalité et le dynamisme de leurs collectivités.



## Service Canada (suite de la page 1)

En outre, la présence de Service Canada dans les régions rurales du Manitoba s'est accrue grâce à l'ajout de 25 points de service externes offrant des services selon un horaire établi, ce qui permet de servir un nombre encore plus grand de Manitobains. Les points de services externes de Service Canada sont situés dans les collectivités suivantes :

- |                 |                 |                               |
|-----------------|-----------------|-------------------------------|
| • Arborg        | • Hadashville   | • Snow Lake                   |
| • Ashern        | • Killarney     | • Sprague                     |
| • Beausejour    | • Lac du Bonnet | • Stonewall                   |
| • Carberry      | • McCreary      | • Russell                     |
| • Carman        | • Minnedosa     | • Virden                      |
| • Deloraine     | • Morris        | • Wasagaming*                 |
| • Fisher Branch | • Neepawa       | • Winnipegosis                |
| • Gillam        | • Pine Falls    |                               |
| • Gimli         | • Shoal Lake    | * Point de service saisonnier |

Grâce à Service Canada, les Canadiens peuvent obtenir plus facilement des services et des renseignements du gouvernement, par un simple clic, un appel ou une visite. Pour trouver le Centre Service Canada ou le point de services externes le plus près de chez vous, ou pour connaître ses heures d'ouverture et les services qu'il offre, consultez [servicecanada.gc.ca](http://servicecanada.gc.ca) et cliquez sur « Services près de chez vous », ou composez le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232) | ATS : 1 800 926-9105



Le **Bulletin d'analyse sur les régions rurales et petites villes du Canada** est publié occasionnellement pour documenter la structure et l'évolution des régions rurales du Canada. Il vise à offrir de l'information et des analyses socio-économiques de base à l'intention des chercheurs, des décideurs et d'autres parties intéressées aux questions rurales.

Le *Bulletin d'analyse sur les régions rurales et petites villes du Canada* est un projet conjoint mené par Statistique Canada et par le Secrétariat rural pour le Partenariat rural canadien. Plusieurs bulletins s'accompagnent d'un document de travail détaillé.

On peut aussi les consulter à : [www.rural.gc.ca/research/rst\\_e.phtml](http://www.rural.gc.ca/research/rst_e.phtml) ou sur le site de Statistique Canada à : [www.statcan.ca:8096/bsolc/english/bsolc?catno=21-006-XIE](http://www.statcan.ca:8096/bsolc/english/bsolc?catno=21-006-XIE)

## La deuxième et la troisième ronde (suite de la page 1)

**La deuxième ronde**, prévue en janvier et février 2007, consistera en des séances de consultation publiques qui se dérouleront un peu partout au pays. Leur objectif sera, d'une part, de recueillir les commentaires de la population dans le cadre d'une tribune ouverte où les participants pourront échanger des idées et, d'autre part, de favoriser un débat public sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada. Parallèlement, les discussions se poursuivront sur un nouveau plan de gestion des risques de l'entreprise.

**La troisième ronde** commencera en mars 2007. Pendant cette ronde finale, on analysera les données recueillies lors des première et deuxième rondes. Cette analyse permettra de produire une synthèse des commentaires à présenter aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux avant le début des négociations.

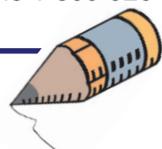
Le processus de consultation et les conclusions qui en ressortiront visent à stimuler les discussions entre tous les intervenants sur la façon dont les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires peuvent unir leurs efforts pour veiller à ce que le secteur agricole et agroalimentaire canadien soit compétitif et rentable. Offrir des services et des produits salubres, innovateurs et de grande qualité, qui profitent à tous les Canadiens, figure également parmi les priorités.

Nous vous encourageons à participer à la discussion. Tous les ordres de gouvernements ont hâte de connaître le point de vue des particuliers et des organismes canadiens. Unissons nos efforts pour mettre au point un cadre stratégique solide qui favorise la prospérité dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Vous pouvez participer à la consultation par l'intermédiaire du site Web [www.agr.gc.ca/nextgen](http://www.agr.gc.ca/nextgen) jusqu'au 28 février 2007.

Pour recevoir des exemplaires des documents de consultation et obtenir de plus amples renseignements sur la façon dont les Canadiens peuvent participer à l'élaboration de la prochaine politique agricole et agroalimentaire, vous pouvez communiquer avec le bureau du ministère de l'Agriculture de votre province ou territoire, composer le 1 800 O-CANADA (1 800 622-6232) ou le 1-800-926-9105 (TTY), ou encore visiter le site Web suivant :

[www.agr.gc.ca/verslanouvelle](http://www.agr.gc.ca/verslanouvelle)

## Inscrivez à votre calendrier



- **Forum rural 2007 du Manitoba - les 26 et 27 avril 2007**

Keystone Centre Brandon

[www.ruralforum.mb.ca](http://www.ruralforum.mb.ca)

Numéro sans frais 1 800 933-9863

Lauraine Watson, Secrétariat rural

Tel : (204) 983-8376

Télec : (204) 983-8357

Courriel : [watsonla@agr.gc.ca](mailto:watsonla@agr.gc.ca)

[www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca)

AAFC Publication No.10215B

ISSN No. 1705-6640

Also available in English

1 800 O-Canada  
(1 800 622-6232)  
[www.canada.gc.ca](http://www.canada.gc.ca)



Canada